

# Bulletin du FMI

## MINISTRES DES FINANCES AFRICAINS

### Une amélioration du climat des affaires peut atténuer les effets de la crise en Afrique

Bulletin du FMI en ligne  
22 avril 2012



Nairobi, Kenya : les pays africains diversifient leur économie et réforment leur structure fiscale pour la rendre plus attrayante pour les entreprises (photo: Simon Maina/AFP)

- L'Afrique peut contrer la baisse des investissements étrangers en améliorant le climat des affaires
- Une production agricole plus efficiente peut remplacer les importations alimentaires
- L'Afrique peut réduire les effets de la crise en maximisant les flux commerciaux sur le continent

Les pays africains s'emploient à améliorer le climat des affaires pour atténuer les effets de la crise dans la zone euro sur leur économie. Lors d'une conférence de presse qui s'est déroulée le 21 avril à Washington pendant les réunions de printemps de 2012 du FMI et de la Banque mondiale, les ministres des finances africains ont déclaré qu'une accélération des réformes intérieures qui encouragent l'investissement étranger contribuerait à maintenir une croissance durable et solidaire sur le continent.

Notant que la hausse des cours mondiaux des produits de base a entraîné une forte augmentation du prix des importations alimentaires et énergétiques de l'Afrique, les ministres ont plaidé en faveur d'une production agricole intérieure plus efficiente qui remplacerait les importations alimentaires. Ils ont ajouté qu'un renforcement de l'intégration régionale et du commerce intrarégional pourrait accélérer la substitution des importations.



MM. Manirakiza (Burundi), à gauche, et Chang (Mozambique) : l'intégration régionale et le commerce intrarégional pourraient accélérer la substitution des importations (IMF photo)

Manuel Chang, Ministre des finances du Mozambique, a déclaré que son pays avait enregistré une baisse du volume du commerce extérieur, des prix à l'exportation, de l'investissement étranger, des apports d'aide et des envois de fonds en raison de la crise économique mondiale.

«Nous faisons face à la baisse de l'investissement étranger en améliorant le climat des affaires à l'aide de réformes budgétaires», a-t-il noté. Pour

contrer les effets de la baisse des envois de fonds, les autorités ont cherché à créer des emplois en favorisant la création de petites entreprises.

Xavier-Luc Duval, Ministre des finances de Maurice, a noté que son pays était fort tributaire du marché européen, puisqu'il envoie 65 % de ses exportations de sucre et de textiles aux consommateurs européens, qui réduisent leur demande de ces produits. Il est prévu que le tourisme et l'investissement étranger à Maurice seront modérés aussi cette année.

### **Un climat favorable aux affaires**

Cependant, les autorités avaient diversifié l'économie et avaient réformé leur structure fiscale pour la rendre plus attrayante pour les entreprises, a noté M. Duval. «Grâce à nos réformes, Maurice est devenu le premier pays africain à se classer parmi les 10 premiers pays de l'indice de liberté économique du Heritage Foundation-Wall Street Journal» .

Tabu Abdallah Manirakiza, Ministre des finances du Burundi, a déclaré que son pays ressentait les effets de la crise financière mondiale sur sa croissance et son budget, mais poursuivait la mise en œuvre d'une stratégie de réduction de la pauvreté de deuxième génération afin d'atténuer ces effets. Il a noté que le développement du tourisme était l'une des priorités des autorités, et que le Burundi progressait dans l'indice de la pratique des affaires (*Doing Business*) de la Banque mondiale.



M. Duval (Maurice) : une accélération de l'intégration régionale en Afrique pourrait présenter de gros avantages; il faut réduire rapidement les obstacles non commerciaux (IMF photo)

### **Confiance internationale**

Lucien Marie Noël Bembamba, Ministre des finances du Burkina Faso, a déclaré que son pays favorisait la croissance en mettant en place une nouvelle stratégie de croissance accélérée et de développement durable. Une récente conférence de donateurs a montré que la communauté internationale avait confiance dans la politique gouvernementale, a-t-il noté.

Selon M. Bembamba, la participation du Burkina Faso à l'Union économique et monétaire ouest-africaine représente un lien avec la zone euro. «Nous avons besoin d'une croissance durable pour créer des emplois et nous continuerons d'opérer des réformes parce que c'est le seul moyen de faire avancer les choses», a-t-il noté.

Parmi les réformes en cours figurent des mesures visant à renforcer la gouvernance économique et à encourager une gestion efficiente des dépenses publiques, a ajouté

le ministre. «Nous devons réduire les coûts de fonctionnement pour dégager des ressources.»

### **Encourager l'investissement**

Selon M. Duval, une accélération de l'intégration régionale en Afrique pourrait présenter de gros avantages. Il faut réduire plus rapidement les obstacles non commerciaux, avec des accords sur la double imposition et des pactes de promotion de l'investissement entre les pays. M. Bembamba a déclaré qu'une hausse du commerce intrarégional protégeait l'Afrique des crises mondiales en maximisant les échanges commerciaux sur le continent.



M. Bembamba (Burkina Faso) :  
renforcer la gouvernance  
économique et encourager une  
gestion efficiente des dépenses  
publiques (IMF photo)

M. Chang a fait observer que de gros efforts étaient accomplis pour encourager les pays africains à commercer davantage les uns avec les autres. Il a noté que la Communauté de développement de l'Afrique australe, dont le Mozambique est membre, est l'un des groupes économiques régionaux qui encouragent le commerce intrarégional.